

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

21 JANVIER 1999

PROPOSITION DE LOI

**modifiant les articles 1^{er}ter et
1^{er}quater de l'arrêté royal n° 20 du
20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe
sur la valeur ajoutée et déterminant
la répartition des biens et des services
selon ces taux**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
FINANCES ET DU BUDGET (1)

PAR
MME Anne VAN HAESENDONCK

- (1) Composition de la commission :
Président : M. Didden (M.).

A. — Titulaires	B. — Suppléants
C.V.P. MM Didden, Leterme, Pieters, Mme Van Haesendonck.	M. Ansoms, Mme D'Hondt, MM. Eyskens, Van Erps, Vanpoucke.
P.S. MM. Demotte, Dufour, Moriau.	MM. Canon, Delizée, Henry, Meu- reau.
V.L.D. MM. Daems, De Grauwe, Desimpel.	MM. Huts, Lano, Van Aperen, van den Abeelen.
S.P. MM. Schoeters, Suykens.	Mme Croes-Lieten, MM. Schellens, Van Gheluwe.
P.R.L.- Mme Cornet, M. Reynders. F.D.F.	MM. de Donnée, Maingain, Michel.
P.S.C. M. Arens.	MM. Fournaux, Gehlen.
VI. M. Huysentruyt. Blok Agalev/M. Tavernier. Ecolo	Mme Colen, M. Van den Eynde. MM. Detienne, Viseur.

C. — Membre sans voix délibérative

V.U. M. Olaerts.

Voir:

- 1709 - 97 / 98 :

- N° 1: Proposition de loi de M. Desimpel.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

21 JANUARI 1999

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de artikelen 1^{ter} en
1^{quater} van het koninklijk besluit
nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling
van de tarieven van de belasting over
de toegevoegde waarde en tot indeling
van de goederen en de diensten bij die
tarieven**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSION VOOR DE
FINANCIËN EN DE BEGROTING (1)

UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW Anne VAN HAESENDONCK

- (1) Samenstelling van de commissie :
Voorzitter : de heer Didden (M.)

A. — Vaste leden	B. — Plaatsvervangers
C.V.P. HH. Didden, Leterme, Pieters, Mevr. Van Haesendonck.	H. Ansoms, Mevr. D'Hondt, HH. Eyskens, Van Erps, Vanpoucke.
P.S. HH. Demotte, Dufour, Moriau.	HH. Canon, Delizée, Henry, Meu- reau.
V.L.D. HH. Daems, De Grauwe, Desimpel.	HH. Huts, Lano, Van Aperen, van den Abeelen.
S.P. HH. Schoeters, Suykens.	Mevr. Croes-Lieten, HH. Schellens, Van Gheluwe.
P.R.L.- Mevr. Cornet, H. Reynders. F.D.F.	HH. de Donnée, Maingain, Michel.
P.S.C. H. Arens.	HH. Fournaux, Gehlen.
VI. H. Huysentruyt. Blok Agalev/H. Tavernier. Ecolo	Mevr. Colen, H. Van den Eynde. HH. Detienne, Viseur.

C. — Niet-stemgerechtigd lid

V.U. H. Olaerts.

Zie:

- 1709 - 97 / 98 :

- N° 1: Wetsvoorstel van de heer Desimpel.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné cette proposition de loi au cours de sa réunion du 5 janvier 1999.

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE L'AUTEUR

M. Desimpel rappelle les précédentes initiatives visant à obtenir ou à maintenir le taux réduit de TVA pour la construction de logements (cf. les propositions de loi n^{os} 1219/1 et 1225/1, qui ont été examinées par la commission les 22 octobre et 13 novembre 1997). Depuis le 30 juin 1998, ce taux est de nouveau fixé à 21%, ce que l'intervenant déplore vivement.

Sa proposition de loi vise dès lors à fixer définitivement ce taux à 12% pour la construction d'un premier logement et à porter les normes de superficie actuelles, qui sont de 190 m² pour les maisons et de 100 m² pour les appartements, respectivement à 210 m² et à 105 m², à majorer de 25 m² par personne à charge.

L'intervenant souligne que les perspectives économiques pour le bâtiment (surtout pour la construction de logements privés, ainsi que l'atteste la diminution du nombre de demandes) sont carrément mauvaises et qu'une nouvelle crise, comparable à celle de 1982, est imminente.

Il insiste dès lors pour que l'on adopte sa proposition de loi le plus rapidement possible.

II. DISCUSSION

Le ministre des Finances renvoie à sa réponse à la question orale posée par M. Desimpel sur le même sujet en séance plénière de la Chambre des représentants du 24 juin 1998. L'incidence budgétaire de la proposition sera d'environ 7,5 milliards de francs par an. Il ressort d'une étude effectuée par le Bureau fédéral du plan en avril 1998 (Working Paper 2-98, complété par la note du 7 juillet 1998, distribuée le 13 juillet 1998 aux membres de la commission) qu'une telle mesure devrait entraîner, après un an, une augmentation de 2 000 unités du nombre d'emplois dans le secteur. Après cinq ans, l'emploi devrait même avoir progressé de 8 000 unités.

La mesure entraînera toutefois un coût d'environ 20 milliards de francs au cours de la première année (10 millions par emploi supplémentaire). Le Bureau fédéral du plan estime qu'elle coûtera toujours 7,5 milliards de francs par an à moyen terme. L'opération ne sera donc pas neutre pour le budget de l'Etat. Les auteurs de l'étude précitée l'ont d'ailleurs confirmé au cours de la réunion de commission du 4 mai 1998.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergadering van 5 januari 1999.

I. INLEIDING VAN DE INDIENER

De heer Desimpel verwijst naar vorige pogingen om voor de woningbouw het verlaagde BTW-tarief te bekomen of te behouden (cfr. de wetsvoorstellen nrs. 1219/1 en 1225/1 die op 22 oktober en 13 november 1997 door de commissie werden besproken). Sinds 30 juni 1998 bedraagt dit tarief opnieuw 21 procent, wat de spreker fel betreurt.

Zijn voorstel strekt er dan ook toe dit tarief voor de bouw van de eerste woning permanent op 12 procent te brengen en de bestaande oppervlakenormen van respectievelijk 190 m² voor huizen en 100 m² voor appartementen te vervangen door respectievelijk 210 m² en 105m², te verhogen met 25 m² per persoon ten laste.

Volgens hem zijn de economische vooruitzichten voor de bouwnijverheid (vooral voor de bouw van privé-woningen, zoals blijkt uit het dalend aantal bouwaanvragen) rondt slecht en is er een nieuwe crisis op komst, vergelijkbaar met die van 1982.

Hij dringt dan ook sterk aan op de spoedige goedkeuring van zijn voorstel.

II. BESPREKING

De minister van Financiën verwijst naar zijn antwoord op de mondelinge vraag van de heer Desimpel over dezelfde problematiek tijdens de plenaire vergadering van de Kamer van Volksvertegenwoordigers van 24 juni 1998. De budgettaire impact van het voorstel bedraagt ongeveer 7,5 miljard frank per jaar. Uit een studie van het Federaal Planbureau van april 1998 (Working Paper 2-98, aangevuld door de nagestuurde nota van 7 juli 1998, die op 13 juli 1998 aan de commissieleden werd rondgedeeld) blijkt dat de werkgelegenheid in de sector ingevolge dergelijke maatregel na één jaar met 2000 eenheden zou toenemen. Na 5 jaar bedraagt de stijging zelfs 8000 eenheden.

Daar staat echter tegenover dat de maatregel ongeveer 20 miljard frank kost tijdens het eerste jaar (10 miljoen per bijkomende arbeidsplaats). Op middellange termijn kost hij volgens het Planbureau nog steeds 7,5 miljard frank per jaar. De operatie is dus niet budgettair neutraal voor de overheid. Tijdens de commissievergadering van 4 mei 1998 werd zulks trouwens door de auteurs van de studie bevestigd.

Le chiffre d'affaires du secteur de la construction a évolué favorablement en raison, surtout, de la baisse spectaculaire des taux d'intérêt et de l'opération MARIBEL (294 milliards en 1986 et 598 milliards en 1997). On ne peut donc parler de récession. Le gouvernement doit en tenir compte pour fixer ses priorités en matière de fiscalité. La modicité actuelle des taux d'intérêt permet aux ménages de se faire construire un logement. Or, c'est précisément l'objectif du gouvernement.

M. Desimpel conteste formellement que les perspectives soient favorables dans le secteur de la construction. Selon lui, la réponse du ministre illustre la politique à court terme menée par ce gouvernement. Il prédit que le secteur de la construction résidentielle connaîtra une crise économique d'ici quelques années. Il déplore que le gouvernement ne fasse rien pour prévenir cette crise.

M. Dufour déclare qu'il comprend ces motivations de la proposition de *M. Desimpel*. Il convient de ne pas sous-estimer l'importance du secteur du logement traditionnel pour l'emploi. Etant donné les objections budgétaires justifiées du ministre, un abaissement du taux de la TVA à 15 % au lieu de 12 % serait peut-être une alternative. Il y a en outre, surtout en Wallonie, un grand nombre de taudis qui devraient être rénovés d'urgence. L'intervenant estime qu'une modification fondamentale de la fiscalité sur les biens immobiliers (*M. Dufour* n'est pas partisan de l'indexation ou de la péréquation du revenu cadastral) qui aurait pour effet de faire payer davantage aux personnes possédant trois ou éventuellement quatre habitations (impôt basé sur les revenus locatifs réels après déduction des frais) est susceptible de créer la marge budgétaire requise pour un abaissement du tarif de la TVA dans le secteur de la construction.

Le ministre fait tout d'abord observer que la proposition de *M. Dufour* visant à ramener le taux de TVA sur la construction résidentielle à 15% est incompatible avec la législation européenne, qui outre le taux zéro, ne prévoit que 3 taux (deux tarifs réduits, à savoir 6 et 12%, et un taux normal de 21%). Quatre-vingt-cinq pour cent des propriétaires ne possèdent qu'un seul bien immobilier, 10 % en possèdent deux, et 5 % des propriétaires seulement possèdent plus de deux habitations. Pour cette dernière catégorie, la proposition de *M. Dufour* aurait plutôt comme effet d'accélérer la constitution de sociétés, ce qui n'est assurément pas l'objectif recherché.

M. Pieters renvoie également aux discussions antérieures consacrées à cette problématique. Il ressort de l'étude susmentionnée réalisée par le Bureau du plan qu'un abaissement du taux de TVA dans une période d'activité relativement élevée reviendrait trop cher par rapport à l'emploi supplémentaire que créerait la mesure. En revanche, une telle mesure pour-

Vooraf ingevolge de sterke daling van de rentevoeten en de MARIBEL-operatie is het zakencijfer in de bouwsector gunstig geëvolueerd (in 1986 : 294 miljard; in 1997 : 598 miljard). Er is dus zeker geen sprake van een recessie. De regering moet hiermee rekening houden bij het bepalen van haar prioriteiten in fiscale materies. De huidige lage rentestand maakt het de gezinnen mogelijk om een eigen woning te bouwen en dat is precies wat de regering beoogt.

De heer Desimpel betwist ten stelligste dat de vooruitzichten in de bouwsector gunstig zouden zijn. Het antwoord van de minister illustreert volgens hem de korte termijnpolitiek van deze regering. Hij voorspelt dat de sector van de particuliere woningbouw binnen enkele jaren een economische crisis zal kennen. Hij betreurt dat de regering niets doet om die te voorkomen.

De heer Dufour geeft aan dat hij persoonlijk wel iets voor het voorstel van de heer Desimpel voelt. Het belang van de sector van de traditionele woningbouw voor de werkgelegenheid mag niet worden onderschat. Gelet op de terechte budgettaire bezwaren van de minister is een verlaging van het BTW-tarief tot 15 in plaats van 12 procent misschien een alternatief. Daarenboven zijn er, vooral in Wallonië veel krotwoningen die dringend zouden moeten worden verbouwd. Een fundamentele wijziging van de belasting op onroerend goed (de spreker is geen voorstander van de indexatie of péréquatie van het kadastraal inkomen), waarbij diegenen die meer dan drie of eventueel vier woningen bezitten eindelijk meer zouden moeten betalen (belasting op basis van de werkelijke huurinkomsten na aftrek van de kosten) kan volgens hem de vereiste budgettaire ruimte creëren voor een verlaging van het BTW-tarief in de bouwsector.

De minister merkt eerst en vooral op dat het voorstel van de heer Dufour om het BTW-tarief voor de woningbouw op 15% te brengen onverenigbaar is met de Europese regelgeving die naast het nultarief slechts in 3 tarieven (twee verlaagde tarieven, namelijk 6% en 12% en één normaal tarief van 21%) voorziet. Vijfentachtig procent van de eigenaars bezit slechts één onroerend goed, tien procent heeft er twee, en slechts vijf procent is eigenaar van meer dan twee woningen. Het voorstel van de heer Dufour zou voor deze laatste categorie veeleer de vennootschapsvorming bespoedigen, wat ongetwijfeld niet de bedoeling is.

Ook *de heer Pieters* verwijst naar de vorige besprekingen die aan deze problematiek werden gewijd. Uit de bovengenoemde studie van het Planbureau is gebleken dat een verlaging van het BTW-tarief in een periode met een relatief hoge activiteitsgraad te duur kost in verhouding tot de daardoor gecreëerde bijkomende werkgelegenheid. In een periode met hoge

rait être efficace dans une période caractérisée par des taux d'intérêt élevés.

Selon *M. Schoeters*, une réduction des marges bénéficiaires des entrepreneurs stimulerait davantage l'activité dans le secteur de la construction qu'un abaissement du taux de TVA. La pratique actuelle fait plutôt apparaître une saturation du marché.

M. Desimpel rejette catégoriquement cette affirmation. Selon lui, les prix sont extrêmement bas actuellement en raison de la concurrence acharnée qui fait rage dans le secteur. Cette situation explique également le nombre élevé de faillites.

III. VOTES

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité.

L'article 2, et par conséquent l'ensemble de la proposition de loi, sont rejetés par 6 voix contre 5 et une abstention.

Le rapporteur,

A. VAN HAESENDONCK

Le président,

M. DIDDEN

rentevoeten daarentegen zou dergelijke maatregel wel efficiënt kunnen zijn.

Volgens *de heer Schoeters* zou een verlaging van de door de aannemers gehanteerde winstmarges een grotere stimulans zijn voor de activiteit in de bouwsector dan een verlaging van het BTW-tarief. De huidige praktijk wijst veeleer op een verzadiging van de markt.

De heer Desimpel ontkent dit ten stelligste. Volgens hem zijn de prijzen thans uitzonderlijk laag wegens de scherpe concurrentie in de sector. Vandaar ook het groot aantal faillissementen.

III. STEMMINGEN

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

Artikel 2, en bijgevolg het gehele wetsvoorstel, wordt verworpen met 6 tegen 5 stemmen en één onthouding.

De rapporteur,

A. VAN HAESENDONCK

De voorzitter,

M. DIDDEN